



Objet : Circulation en alternance manuelle - vitesse limitée à 30 km/h
Dépassement interdit
Pose d'un réseau fibre optique pour le compte de l'opération FREE
Rue de la République et RD 982 en partie agglomération

Le Maire de la Ville de LILLEBONNE,

Vu les articles L.2122.27, L. 2212.1, L2213.2 et L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route portant recueil des textes qui réglementent la circulation,

Vu les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 296/2016 du 24 octobre 2016, portant réglementation générale de la circulation et du stationnement, dans l'agglomération,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu l'intervention de l'entreprise GBM, pour le compte de FREE,

Considérant l'emprise de ces travaux sur la chaussée et la nécessité d'assurer la sécurité du chantier et des usagers.

ARRÊTE

Article 1 : La circulation se fera en alternance manuelle, route départementale 982 et rue de la République.

Article 2 : La vitesse sera limitée à 30 km/h, route départementale 982 et rue de la République.

Article 3 : Le dépassement sera interdit, route départementale 982 et rue de la République.

Article 4 : La présignalisation et la signalisation seront à la charge de l'entreprise GBM.

Article 5 : Cette mesure prend effet à partir du 19 février au 6 juillet 2018.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lillebonne, Madame le Commandant de Police Bolbec / Lillebonne, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, Monsieur le Chef de Centre du CIS Lillebonne, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Équipement, l'entreprise GBM, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur est transmise.

Le Maire, Certifié sous sa responsabilité le
Caractère exécutoire de cet acte, informe
que le présent arrêté peut faire l'objet
d'un recours pour excès de pouvoir devant
le Tribunal Administratif dans un délai de
deux mois à compter de la présente notification.



Fait à Lillebonne, le 29 janvier 2018
Par délégation du Maire,

Patrick WALCZAK.